

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : POL 30/045/2006 (Public)
Bulletin n° : 253

Embargo : 10 octobre 2006 00h01 TU

Quatrième Journée mondiale contre la peine de mort. Les exécutions sont des échecs de la justice

Des milliers de personnes vont célébrer, ce mardi 10 octobre, dans de nombreux pays la Journée mondiale contre la peine de mort en lançant un appel en faveur d'un monde sans exécution.

Le thème de la journée de cette année, organisée par la Coalition mondiale contre la peine de mort, est : *les échecs de la justice.*

Amnesty International a souligné que les pays qui avaient recours à la peine capitale utilisaient ce châtimeur d'une manière manifestement injuste et contraire à la législation et aux normes internationales.

Amnesty International et la Coalition mondiale contre la peine de mort veulent attirer l'attention sur le fait que les principes de justice qui sont appliqués dans de nombreux pays lorsqu'il s'agit de la peine capitale sont pour le moins rudimentaires. Il s'agit là d'un des éléments qui rendent d'autant plus impérieuse la nécessité de renoncer partout dans le monde aux exécutions judiciaires.

Cette journée est l'occasion de faire apparaître les défaillances de la justice en Arabie saoudite, en Chine, aux États-Unis, en Iran et au Nigéria où ne sont pas respectées les normes relatives à la peine de mort fixées par la communauté internationale dans de nombreux traités internationaux.

Amnesty International considère que la peine capitale n'est jamais acceptable ; toute exécution constitue la pire violation qui soit du droit à la vie. Pour l'organisation, cette violation est exacerbée par le fait qu'une vie est ôtée par l'État à l'issue d'une procédure judiciaire injuste.

La Chine a procédé à l'exécution de personnes qui se sont révélées innocentes lorsque les prétendues victimes de meurtre sont réapparues saines et sauvées.

L'Iran est l'un des deux seuls pays - avec le Pakistan - à procéder actuellement à l'exécution de mineurs délinquants.

En Arabie saoudite, les ressortissants étrangers sont désavantagés par la justice et victimes de discrimination parce que, souvent, ils sont jugés dans une langue qu'ils ne comprennent pas.

Les États-Unis ont condamné à mort des personnes atteintes de maladies mentales.

Au Nigéria, une femme a été condamnée à mort à l'issue d'un procès où elle n'avait pas d'assistance juridique.

Ces situations où l'on ôte la vie à quelqu'un alors que les règles les plus élémentaires d'équité n'ont pas été respectées rendent l'abolition de la peine capitale d'autant plus nécessaire et urgente.

Le mouvement en faveur d'un monde où il n'y aurait pas d'exécution gagne en ampleur. En 2006, de nouveaux progrès vers un monde sans peine de mort ont été réalisés quand la Moldavie et les Philippines ont aboli ce châtement, portant à 129 le nombre de pays ayant aboli la peine capitale en droit ou en pratique.

Une fois la peine capitale abolie, il est très rare qu'un pays reprenne les exécutions. Cependant, les autorités du Pérou et de la Pologne envisagent en ce moment de prendre ce genre de mesures rétrogrades en rétablissant la peine capitale.

Pour Amnesty International, la Journée mondiale peut être l'occasion pour les défenseurs de la peine capitale de réexaminer leur soutien à cette forme de châtement d'un autre âge. Le recul de la peine capitale a été considérable et la petite minorité d'États qui continuent de procéder à des exécutions devraient se demander ce qu'apporte un acte aussi brutal que l'homicide d'un prisonnier sans défense.

La Journée mondiale contre la peine de mort sera l'occasion de lancer le Réseau contre la peine de mort en Asie : des événements et activités auront lieu dans différents endroits de la région Asie-Pacifique, et en particulier à Séoul, en Corée du Sud, où une proposition de loi d'abolition de la peine de mort est en cours d'examen. Le réseau de militants, d'organisations non gouvernementales (ONG), de groupes de la société civile et d'avocats de nombreux pays de cette région du monde, tels que l'Inde, le Japon et Singapour, veut attirer l'attention sur les injustices inhérentes à la peine capitale en mettant en avant des cas spécifiques et soutenir les initiatives menées au niveau des pays ou de la région pour mettre fin à la peine de mort.

Amnesty International a indiqué que la région Asie-Pacifique était celle qui avait le plus résisté à la tendance mondiale en faveur de l'abolition. Pour l'organisation, qui œuvre en collaboration avec le Réseau contre la peine de mort en Asie pour inciter les pays de la région à abolir la peine capitale, il peut être très rapidement, et même facilement, mis fin aux périodes sans exécution. On l'a vu en Indonésie où, en septembre 2006, un peloton d'exécution a passé par les armes trois hommes alors que, à la connaissance d'Amnesty International, aucune exécution judiciaire n'avait eu lieu dans ce pays depuis quinze mois.

Parmi les pays d'Asie qui ont montré la voie en ce qui concerne la peine capitale figurent les Philippines, qui ont aboli ce châtement en juin 2006. Le Réseau contre la peine de mort en Asie va mener campagne pour que d'autres pays de cette région du monde donnent suite à leurs déclarations en faveur du respect des droits humains, en protégeant le droit le plus fondamental de tous : le droit à la vie.

Complément d'information

La Journée mondiale est organisée par la Coalition mondiale contre la peine de mort, qui réunit 53 organisations, dont Amnesty International, des ordres d'avocats, des syndicats ainsi que des collectivités locales et régionales, qui unissent leurs efforts pour débarrasser le monde de la peine capitale.

La Journée mondiale sera suivie de l'événement *Villes pour la vie* qui aura lieu le 30 novembre. *Villes pour la vie* est une manifestation annuelle où des bâtiments publics et des endroits symboliques pour la population de villes ou d'agglomérations du monde entier sont illuminés, comme signe de proclamation de la valeur de la vie et d'opposition à la peine capitale. *Villes pour la vie* est organisée par la communauté de Sant'Egidio, basée à Rome, avec le soutien de la Coalition mondiale contre la peine de mort.